

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LA REVISION DE LA DÉCLARATION
RELATIVE À LA FRANCE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Colin Cameron (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre. Selon lui, étant donné la nouvelle annoncée hier au comité des finances, du commerce et des questions économiques des Communes que la commission des finances de l'Assemblée nationale française avait demandé de rencontrer notre comité le 25 mars, n'y aurait-il pas lieu de reconsidérer l'appui assez péremptoire qu'il a donné à la déclaration brutale du ministre de la Justice au sujet de nos relations avec la France, de peur de compromettre ce qui pourrait être un échange de vues très utile avec l'Assemblée française?

M. l'Orateur: A l'ordre. Je signale au député que sa question, telle qu'elle est posée, est controversable.

LE NIGÉRIA—LES INITIATIVES DE PAIX

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Heath Macquarrie (Queens): Ma question s'adresse au premier ministre et concerne la guerre prétendument oubliée, le conflit sanglant et incessant entre le Nigéria et le Biafra. Le premier ministre peut-il nous informer des mesures prises par le Canada afin que le Commonwealth unisse ses efforts pour mettre fin à ce terrible conflit et pour rendre possible l'ouverture des négociations?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Nous sommes en contact étroit avec le secrétaire général de l'organisation du Commonwealth qui, le député ne l'ignore pas, s'est rendu au Nigéria pour voir ce qu'il pourrait faire pour mettre fin à la guerre civile. Jusqu'ici, on n'a adressé aucune demande au gouvernement canadien.

M. Howard Johnston (Okanagan-Revelstoke): Le premier ministre déclare avoir maintenu le contact. Cela veut-il dire qu'il s'est entretenu avec les représentants du Biafra qui se trouvent actuellement au Canada?

Le très hon. M. Pearson: Sur ces points, nous devons, naturellement, traiter officiellement avec le gouvernement du pays concerné, c'est-à-dire, dans ce cas, le gouvernement de Lagos.

[L'hon. M. Winters.]

QUESTIONS POSÉES AU CABINET

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Jack Roxburgh (Norfolk): J'aurais une question à poser au premier ministre. Compte tenu de l'article de M. Bain, publié dans le *Globe and Mail* de ce matin, j'espère bien que mon très honorable ami veillera à ce qu'on décerne à l'auteur, sans délai, une médaille du centenaire.

M. l'Orateur: A l'ordre.

M. Mac T. McCutcheon (Lambton-Kent): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser au président du Conseil du Trésor, une question complémentaire à celles qui lui ont déjà été posées tantôt. Le gouvernement a-t-il pour politique d'installer des tapis ajustés dans tous les bâtiments de la GRC abandonnés du Canada, comme il le fait présentement à l'île Walpole?

Mme Grace MacInnis (Vancouver-Kingsway): Monsieur l'Orateur, je voudrais adresser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Afin de contribuer à la réduction des dépenses inutiles et épargner aux contribuables canadiens des millions de dollars, le gouvernement envisagerait-il le retrait du Canada du NORAD?

M. l'Orateur: A l'ordre.

L'AMÉNAGEMENT RURAL

LE MANITOBA—L'ACCORD DE L'ARDA
CONCERNANT LA RÉGION DES LACS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Eric Stefanson (Selkirk): J'ai une question à poser au ministre des Forêts et du Développement rural. Est-il en mesure de répondre à la question que je lui ai posée le vendredi 15 février dernier, au sujet des ententes sur le programme des écoles de formation professionnelle, dans le cadre des dispositions ARDA-FODER?

[Français]

L'hon. Maurice Sauvé (ministre des Forêts et du Développement rural): Oui, monsieur l'Orateur, des arrangements ont maintenant été conclus entre le ministère de la Main-d'œuvre, le ministère des Forêts et le gouvernement du Manitoba pour que le programme prévu soit réalisé dès cette année et les années subséquentes.